

**LE MOUVEMENT
ETUDIANT**

ENTRE

**LA LUTTE CONTRE
L'EXPLOITATION
DU PROLETARIAT**

ET

**LA CRITIQUE
DE LA SOCIETE
DE CONSOMMATION**

TEXTE RÉDIGÉ PAR DES MILITANTS DU CRIR

Ce texte, qui a été écrit entre le 3 et le 15 mai 1968, vise à :

- souligner la crise théorique du mouvement ouvrier révolutionnaire qui nous semble être la racine des ambiguïtés de la crise politique actuelle, dans lesquelles se débat le mouvement de révolte étudiante ;
- apporter des éléments dans la discussion sur le caractère de classe de l'enseignement et sur les rôles des couches moyennes qu'il a pour tâche de former ;
- poser le problème des modalités de la participation éventuelle de ces couches moyennes à la lutte révolutionnaire ;
- lever l'hypothèque du aux dilemmes : critique de la société de consommation ou soutien aux luttes ouvrières ;
- en déduire quelles tâches actuelles nous semblent prioritaires.

PLAN

1. Ce que révèle le mouvement étudiant.
2. Quelle est la place des couches moyennes dans les rapports de production.
 - 2.1. L'échec de l'analyse marxiste traditionnelle.
 - 2.2. Une tentative de critique économique : rôle des couches moyennes dans les réponses capitalistes à la menace de crise de surproduction.
3. Le système idéologique.
 - 3.1. Description de l'idéologie dominante.
 - 3.2. Les dysfonctionnements du système ; mécanismes de fuite et de réintégration.
 - 3.3. Un exemple : les étudiants.
4. Quelles sont nos tâches.

CE QUE RÉVÈLE LE MOUVEMENT ÉTUDIANT

Bien que les diverses manifestations de solidarité tendent aujourd'hui à le masquer, il est clair que personne n'avait prévu, et d'ailleurs personne n'aurait pu prévoir, ce que les étudiants ont fait.

Et cela pour la bonne raison que ce mouvement a été l'expression momentanée à l'intérieur de l'Université d'un refus total de la plupart des valeurs et des catégories communément admises dans la société en général et des types de comportement qui en découlent - que ce soit ceux des professeurs les plus "modernistes", ceux des dirigeants ouvriers les plus puissants aujourd'hui, ou ceux que les étudiants eux-même ont adopté jusqu'ici - il en est ainsi des aspirations en lesquelles une partie d'entre eux voient maintenant une intégration au système, depuis le mode de vie petit bourgeois (c'est-à-dire la "mode"), jusqu'au désir de "réussir" une belle carrière professionnelle, et l'humanisme n'est pas rangé très loin du carriérisme, avec ô combien de raisons ; ce refus est donc autocritique du syndicat étudiant, de son incapacité à replacer ses revendications universitaires dans un cadre général ; critique des formules magiques avancées la F.E.R. (étudiants et travailleurs, tous révolutionnaires, dans un "front uni" !!!) et de la nature réformiste, voire réactionnaire des principaux mots d'ordre de ce mouvement (pour le plein emploi, contre la sélection !)

On reprochera sans doute à ce qui précède d'outrepasser les mots d'ordre formulés par les étudiants ; ce reproche sera significatif de l'ambiguïté du soutien que les étudiants ont reçus du détournement que ce soutien tente d'opérer - soutien des professeurs qui souhaitent ramener au bercail du dialogue universitaire (et constructif) les brebis enragées, et qui vont jusqu'à faire la théorie de ce détournement - la contestation comme facteur de croissance !!! (cf. les découvertes de Monsieur Touraine, exposées dans Le Monde) ; soutien des dirigeants ouvriers soucieux d'affirmer la présence d'une opposition au gaullisme... au lendemain des massacres !

Ceux qui tentent ainsi de réduire le mouvement jouent sur la confusion des mots d'ordre.

Ils refusent de voir que cette confusion provenait d'un mélange, et même de deux types de mélanges :

- mélange des mots d'ordre de chacun des groupes qui prétendent apporter aujourd'hui un programme politique au mouvement étudiant ;
- mélange de ces mots d'ordre avec des questions qui les dépassent profondément :

Celui-là ment qui prétend aujourd'hui - après les barricades - que la réponse à ces questions se trouve dans un programme politique formulé ou près de l'être. Il ment et prend une certaine responsabilité = celle de ne plus laisser aux participants du 10 mai qu'une alternative = le désespoir ou le cynisme d'une part, le conformisme ou le repli dans le sectarisme, d'autre part.

Nous-même n'avons pas de programme politique à défendre, et pour cela, nous croyons parler le même langage que les "enragés". C'est sur la base du même refus que nous, c'est-à-dire quelques anciens militants du mouvement étudiant, avons entamé depuis un moment une recherche théorique et pratique des raisons et des formes de la lutte révolutionnaire, recherche qui constitue en elle-même une autocritique sévère de notre pratique passée et de notre situation présente.

Les étudiants, par la violence et l'importance numérique de leur mouvement, ont réussi à provoquer un débat dont l'enjeu nous semble capital autant que complexe, un débat que nous avons été jusqu'ici incapable de susciter nous-mêmes dans les larges masses qu'ont ébranlées les étudiants.

Nous est-il possible, et serons-nous capables d'être révolutionnaires ?

Nous voulons, nous aussi, contribuer à ouvrir cette voie, si elle existe, entre le désespoir et l'intégration - la différence entre les étudiants et nous - pour l'instant - c'est que nous avons eu une mauvaise expérience de la politique, qu'elle a certainement laissé des stigmates profonds dont il faut que nous apprenions à nous débarrasser.

Entre eux et nous, sont venus les situationnistes avec leur entreprise de démystification de la vie quotidienne, du travail et de la politique, leur volonté de mettre à jour l'idéologie de production/consommation ; est venu le maoïsme avec le souci que nous y voyons, d'échapper aux déterminismes économiques et d'engager un combat radical contre eux sur le plan idéologique, sans pour autant quitter le terrain concret de la vie quotidienne, celle des masses.

Mais par leur mouvement, les étudiants révèlent que même ces réponses qui dépassent - et de loin - ce que fut la politique des années 60, sont insuffisantes, au moins pour notre pays, et sans doute pour tous les pays développés industriellement.

Elles sont insuffisantes car elles ne leur disent pas comment, dans un pays où le prolétariat ne dépasse pas 35 % de la population, il faut considérer les autres couches, autres que la bourgeoisie (nous nous proposons de définir précisément les termes que nous employons ici en introduction): sont-elles potentiellement révolutionnaires (la nouvelle gauche) ou réactionnaires (la base sociale du révisionnisme, de la restauration du capitalisme) ?

C'est la question d'extrême urgence pour eux, les étudiants, qui sont à l'Université pour devenir membres de ces couches. Elle l'est autant et plus encore pour nous qui le sommes déjà.

La recherche que pour notre part nous avons tenté, a eu essentiellement, pour l'instant, l'aspect d'une réflexion théorique. Nous n'avons pas voulu continuer à considérer le marxisme comme un trésor prêt à servir le jour où ...

Nous avons ouvert le coffre, nous y avons perdu des illusions mais nous y avons gagné en ce qu'aujourd'hui la théorie ne nous paraît plus si éloignée de l'action, si coupée d'elle, même si elles restent toutes deux encore problématiques.

Au moment où le mouvement étudiant est à la croisée des chemins, au lendemain d'une action qui a changé bien des choses, qui a en particulier ouvert la possibilité d'affronter avec quelque enthousiasme des questions difficiles, nous livrons à la critique les résultats que nous avons obtenus. Que cette critique nous aide à échapper aux risques inhérents à la méthode que nous avons choisie (scientisme, académisme et sans doute paternalisme).

QUELLE EST LA PLACE DES "COUCHES MOYENNES" DANS LES RAPPORTS DE PRODUCTION ?

Nous n'allons pas ici résoudre un problème où tout le monde a échoué. Nous allons seulement énoncer un échec, celui de l'économie politique marxiste traditionnelle, en chercher les racines et proposer une hypothèse ECHEC DE L'ANALYSE MARXISTE TRADITIONNELLE.

Le marxisme définit une classe par sa place dans les rapports de production. Encore faut-il préciser les critères utilisés :

- propriété des moyens de production
- production, ou plutôt création, de valeurs (les marchandises) dont une partie est appropriée par d'autres, la plus-value,
- pouvoir de décision, et de répression...

La bourgeoisie est définie comme propriétaire des moyens de production employant des travailleurs salariés. Cette définition suppose que sont définis sans ambiguïté, les moyens de production, la production elle-même, ce qu'il n'est pas possible de prétendre aujourd'hui, devant l'importance prise par le secteur dit improductif = les propriétaires d'entreprises aussi puissantes que MANPOWER (travail temporaire) ou PUBLICIS, détiennent-ils là des moyens de production (ou bien ne seraient-ils pas des bourgeois !) Certes, on peut opposer à cela que Marx attribue au capital commercial et au capital financier, c'est-à-dire à la bourgeoisie, le rôle de créer les instruments nécessaires à la commercialisation des marchandises, à la réalisation de la plus-value. Mais ce statut batard dans la théorie (qui introduit presque une analyse marginale) ne sous-entend-il pas que la part relative de ce secteur ne doit nécessairement

rester assez faible ? On verra que cette question apparaît avec suffisamment de force sur tant de points qu'il n'est pas possible de l'écartier.

Le prolétariat est constitué par l'ensemble des producteurs salariés, c'est à-dire de ceux qui, par leur travail, créent des valeurs et n'en reçoivent qu'une partie en guise de salaire. Le reste est la plus-value, fruit de l'exploitation du travail prolétaire par le capital. Nous retrouvons alors la même question ; où s'arrête la production, la création de valeurs et de plus-value, biens matériels seulement, ou services ? Et une seconde question : tous les salariés produisent-ils tous de la plus-value, n'y a-t-il pas de salariés exploités (les P, D, G . sont "salariés"!)

Si Marx s'est contenté de ces approximations, c'est en partie parce qu'elles étaient opératoires à son époque (les P.D.G. salariés n'existaient pas encore). C'est aussi parce qu'il prévoyait une bipolarisation en deux classes sociales : la bourgeoisie sans cesse réduite par le processus de concentration, et le prolétariat toujours croissant, dont le travail deviendrait de plus en plus simple, de plus en plus homogène. Or le système capitaliste n'a pas évolué dans ce sens =

1) Un nombre toujours plus grand de gens travaillent dans les secteurs considérés, comme non productifs dans les catégories de Marx : le secteur de gestion et de distribution, le système d'éducation (il existe 10 % de commerçants, 12% d'employés, 10 % de cadres moyens environ). Nous ne savons donc pas les placer dans les rapports de production : ils sont presque tous de simples consommateurs de la plus-value produite par les prolétaires.

Sans pour l'instant parler de leur utilité ou de leur inutilité, il faut d'abord enregistrer ce fait : la théorie marxiste ne nous permet pas de situer sur la base des intérêts économiques, l'un par rapport à l'autre, le publiciste et l'ouvrier du bâtiment, pas plus que l'ingénieur en marketing et la vendeuse des grands magasins, Elle nous interdit d'aller jusqu'à dire que l'un est exploité par l'autre. Cela nous semble constituer un premier échec.

2) Dans l'industrie proprement dite, nous butons sur ceux des salariés occupés à des tâches qualifiées, sur les techniciens, sur les ingénieurs.

La hiérarchie de salaires que nous connaissons et qui pénètre peu à peu les pays socialistes d'Europe, ne peut être ni justifiée (comme le fait le P.C.F.), ni contestée à l'aide des concepts de la théorie marxiste :

que ce soit celui de travail complexe ; le travail complexe étant un multiple du travail simple de référence ;

que ce soit celui de force de travail , que le capital achète en payant le salaire.

Il n'existe aucun instrument satisfaisant pour opérer cette décomposition du travail complexe en travail simple.-Sur cette base on ne peut pas évaluer l'apport d'un salarié à la production.

Il n'existe pas non plus d'instruments pour évaluer la force de travail pour distinguer entre ce qui est nécessaire (pour vivre, reproduire sa force de travail) à un ouvrier et ce qui est nécessaire à un cadre.

Dés lors comment éviter de céder à l'empirisme? La tendance est alors d'accepter la théorie marginaliste, et de prétendre donner aux gens des salaires proportionnels à leurs productivités marginales (alors que de ces productivités dépend intrinsèquement de l'organisation actuelle du travail), ou à postuler que la productivité est proportionnelle à la longueur des études, coup de force théorique pûrement réformiste.

Pour l'analyse des couches moyennes le marxisme nous propose un autre concept pertinent qui n'est plus directement économique, celui de la division technique et de la division sociale du travail. La première est l'expression de la seule nécessité technique de la production, la seconde exprime les exigences politiques et idéologiques du maintien des structures sociales et en particulier des rapports de classe. Les postes de la division technique sont dans l'état actuel des forces productives, et quelques soient les structures sociales indispensables au maintien de la production à son état actuel. Les autres au contraire (le contremaître, le flic, l'idéologue bourgeois) peuvent être supprimés dans une autre structure; ainsi se trouvent réintégré la problématique de l'indispensable et de l'inutile qui ne coïncide pas avec les rapports de la production. Ces notions sont peut-être simplistes : il n'est pas sûr par exemple, qu'il existe à un moment donné une répartition technique des tâches bien déterminée, mais cette notion n'est peut-être pas un cul de sac théorique. Elle n'a jamais progressé pour des raisons politiques que nous verrons plus loin. Sa dernière utilisation en France fut malheureuse en 1964 Althusser expliquait dans la Nouvelle Critique que le rapport étudiant-professeur était un rapport pûrement technique. Les bureaucrates de la théorie, les marxistes académiques ont refoulé deux ans la question ils n'ont pu l'enterrer.

CONSEQUENCES DE L'INCAPACITE THEORIQUE.

Cette incapacité théorique a eu des conséquences graves dans le mouvement ouvrier. Dans les pays capitalistes les Partis Communistes n'ont retenu que les éléments de la théorie marxiste qui favorisaient leur mouvement de social-démocratisation. Ainsi ils ont utilisé le modèle de la bipolarisation, fondé sur l'hypothèse d'un travail de plus en plus simple, pour "isoler les monopoles" : l'ennemi de classe se réduit aux 200 familles en 1936. Il se réduit aujourd'hui à une poignée de monopolistes, on invente les concepts "d'intérêts de la nation" et "d'intérêts du peuple".

L'emploi de la notion de peuple peut avoir un sens en Chine et au Vietnam où il peut être défini comme la réunion des paysans et des ouvriers (90 % de la population selon Mao) En France ce ne peut être qu'un fourre tout réformiste. Le PCF a donc basé sa stratégie sur le soutien aux revendications de toutes les couches non-monopolistes; il s'oppose à la réduction de l'échelle de salaires en disant que les cadres ont des besoins spéciaux, en particulier en loisirs! L'ingénieur de Sceaux a plus besoin de la nature que l'ouvrier de Vitry. ...En d'autres termes il légitime et cautionne toute la structure sociale actuelle sauf les titres de propriété des capitalistes sur leurs usines. Ce faisant il prépare au mieux un capitalisme d'Etat où se reconstruirait, à partir de tous les avantages hiérarchiques de pouvoir, de savoir, une bourgeoisie sans statut juridique, mais une bourgeoisie fonctionnelle. C'est pourquoi les inquiétudes des étudiants sur le contenu de la tâche qu'ils exerceront plus tard, leur dénonciation de l'Université bourgeoise et leur critique des fonctions répressives, heurtent profondément tout le schéma stratégique électoraliste du PCF.

Il est pourtant clair que cela est vital aujourd'hui. Qu'apportera de fondamental un socialisme où les mêmes ouvriers iront tous les matins, soumis aux mêmes slogans publicitaires, vers les mêmes usines où ils trouveront les mêmes tâches aux ordres des mêmes contremaîtres ? Ils ont vidé l'idée du socialisme.

Dans les pays socialistes le slogan "à chacun selon son travail" qui fixe le principe de distribution socialiste, s'est trouvé vide de sens quand il s'agissait de déterminer le salaire de l'ingénieur par rapport à celui de l'ouvrier. On s'en est tenu à des intuitions approximatives : payer mieux les personnels qualifiés. La hiérarchie des salaires soviétiques diffère surtout de la nôtre par les faibles revenus de certains ouvriers (médecins, enseignants).

En fonction des rapports de force idéologiques et en particulier de la force des représentations du socialisme dans la conscience des ouvriers, les dirigeants des pays de l'Est adoptent des politiques très différentes.

Les mouvements récents en Tchécoslovaquie sont marqués par la revendication de salaires plus élevés par les cadres, qui veulent, à côté des revendications de libéralisme, aligner leur standing sur celui de leurs homologues occidentaux. L'Humanité (Mai 1968) explique que la crise économique Tchéque a pour cause une hiérarchie des salaires trop fermée : elle était bonne en 1948 mais, maintenant, pourquoi travaillerait-on davantage si cela ne doit pas entraîner d'amélioration de niveau de vie (autre que général) . Effectivement que de progrès en 20 ans!

Castro au contraire, engage Cuba dans une lutte radicale contre l'économisme .

La Chine est un autre contre-exemple. Elle limite sa hiérarchie des salaires dans un éventail de 1 à 3 et la Révolution Culturelle a eu pour fin d'empêcher la reconstitution d'une sorte de bourgeoisie fonctionnelle, tout au moins d'une hiérarchie bureaucratique rigide. On ne prétend pas fixer les salaires par des variables économiques, mais compte tenu des risques idéologiques et politiques. La Révolution Chinoise représente sur le plan théorique une rupture avec l'économisme.

Cela apparaît clairement dans les explications données par l'U.J.C.(m.l) sur la Révolution Culturelle. La bourgeoisie n'y est plus "définie" par un critère de propriété, mais par des critères multiples : pouvoir, travail intellectuel, idéologie. Cependant ces définitions sont extrêmement floues et sans rigueur. Parfois il est fait allusion aux mécanismes différenciateurs qui persistent dans la société socialiste. Parfois la bourgeoisie nouvelle est présentée comme un reste historique du capitalisme. Ces discours sont restés sans aucune rigueur historique. Ils ont été oubliés par nos <>, quand ils parlent de la réalité française : or il est clair que les mécanismes différenciateurs (en particulier l'inégalité du savoir) sont déjà à l'oeuvre dans les pays capitalistes comme ils jouent dans les pays socialistes, et qu'il n'y a aucune raison d'en parler pour la Chine et non pour la France. Les Camarades M.L. n'ont donc rien dit de pertinent depuis 6 mois sur l'Université : leur plateforme du 10 mai (50 % de fils d'ouvriers, paysans, à l'Université, alphabétisation par les enseignants, travail manuel périodique pour les intellectuels) plaquait au dernier moment quelques idées de la Révolution Culturelle sur une situation toute différente et leur donnait une allure réformiste absurde. Ces errements révèlent le fait qu'il est aujourd'hui impossible, pour avoir une pratique révolutionnaire adéquate

(en Chine comme ici) de se définir simplement comme maroïste léninistes, gérants d'une théorie déjà faite. Ceux qui ne reconnaissent pas aujourd'hui la crise de la pensée socialiste iront à l'échec ou resteront des groupuscules

Nous allons maintenant présenter un essai d'interprétation critique du rôle des couches moyennes dans l'Economie. Nous n'insisterons pas sur leur rôle technique, celui des chercheurs, des ingénieurs et des techniciens dans la mise en place de l'innovation technique et le développement des forces productives. Parce que c'est un thème chéri de l'idéologie dominante, le leitmotiv des réformistes apologistes et de la flatterie électoraliste du P.C. Parce que nous ne tenons pas à faire un discours académique équilibré mais à donner les éléments d'une critique toujours refoulée. Parce que la question d'aujourd'hui est la suivante : en quoi les couches moyennes sont-elles au service de la bourgeoisie, en quoi l'Université qui les forme est-elle bourgeoise ? Enfin nous ne reprenons pas le postulat marxiste selon lequel une classe ne peut être révolutionnaire que quand elle incarne le développement des forces productives (cf la paysannerie en Chine) : il faut et il suffit qu'elle soit profondément insatisfaite du présent et qu'elle se découvre un intérêt dans un modèle de société viable et jugé supérieur par les couches sociales dont elle a besoin comme alliées. Il n'est pas possible de s'en tenir à l'interprétation mécaniste qu'on a trouvé chez Marx: l'idéologie d'une classe est révolutionnaire parce que cette classe incarne les forces productives.

On doit cependant bien reconnaître comme problème inévitable: quels sont les rapports entre l'idéologie d'une classe et son rapport aux forces productives? Quelles raisons spécifiques à telle ou telle classe de formuler les objectifs correspondant au modèle supérieur ? Une réponse correcte à cette question passe par l'élimination du schéma marxiste qui a conduit à l'idée réformiste: les intellectuels techniciens sont la classe révolutionnaire parce que liés au développement actuel des forces productives.

Elle permettrait de cerner mieux néanmoins l'intérêt politique et la généralité des contradictions éprouvées par ces couches sociales.

UNE TENTATIVE DE CRITIQUE ECONOMIQUE : ROLE DES COUCHES MOYENNES DANS LES REPONSES CAPITALISTES A LA MENACE DE CRISE DE SURPRODUCTION.

Ce chapitre est inspiré du livre de 2 marxistes américains Baran et Sweezy "Monopoly Capital", non traduit en français. Nous nous éloignons de leur présentation mais reprenons une de leurs hypothèses principales : les couches moyennes sont souvent des parasites, des "chômeurs" bien payés, destinés à maintenir le niveau de la demande solvable, limiter le nombre des prolétaires et d'éviter la réduction du temps de travail. Ces idées paraîtront excessives : nous les versons dans le débat en cours comme hypothèse vraisemblable d'une extrême importance.

La crise de surproduction devait resulter pour Marx d'un déséquilibre entre l'offre de biens manufacturés et la demande solvable (des entreprises pour les biens de production, des particuliers pour les biens de consommation). La bipolarisation bourgeoisie-prolétariat et la paupérisation du prolétariat devaient limiter la capacité d'achat des masses: la production croisait donc plus vite que la consommation, au moins dans le secteur des biens de consommation et la crise était inévitable. Ce schéma supposait que les

capitalistes - en concurrence parfaite - étaient incapables de prévision et de coordination et ne sauraient trouver les moyens de limiter la production et de faire croître suffisamment la consommation. En d'autres termes que les entrepreneurs n'étaient sensibles qu'au gain de demain et aveugles à la crise d'après demain. A ces aspects de surproduction relative (sous-consommation) se superposent aujourd'hui, dans certains secteurs, (agriculture - alimentation par exemple) des aspects d'une surproduction absolue correspondant à la saturation des besoins élémentaires.

Les crises ne sont pas entièrement surmontées (cf. la crise actuelle), mais très limitées. Il ne suffit pas de dire que la monopolisation, la planification et le secteur statique facilitent les mécanismes anticrises - encore faut-il voir comment ont été limitée l'offre et déviée la demande par rapport à la logique immédiate du capitalisme.

On peut limiter la production en n'utilisant pas à plein la capacité productive (c'est le suréquipement des aciéries américaines qui ne fonctionnent qu'à 70 % de leurs capacités), en réduisant le nombre d'heures de travail. Pour cela on peut jouer sur le nombre d'heures par ouvrier (réduction de la durée de la journée de travail, augmentation de la durée des congés payés), ou sur le nombre d'ouvriers. On peut enfin favoriser les productions cul-de-sac qui, sans être strictement de consommation, en conduisent à aucune production nouvelle (les armements : la part de l'armée dans le budget fédéral américain est passée de 0,7% en 1927 à 1,4% en 1933 et à 10,3% en 1957). La science, en particulier sous la forme de la recherche spatiale (dont il n'y a que très peu à attendre) est une forme de dépense du surplus.

Augmenter la consommation par l'augmentation des salaires (et effectivement les pouvoirs d'achat des ouvriers eux mêmes ont cru), mais aussi par la multiplication de certains emplois de gestion de représentation, de distribution, qui ne sont pas absolument nécessaires mais qui occupent des gens et à qui l'on redistribue le surplus.

Le Capitalisme peut par exemple, se permettre de maintenir le volume des couches sociales techniquement retardataires. C'est ainsi qu'on explique, par une volonté à la fois économique et politique (masse électorale conservatrice) le maintien prolongé jusqu'au milieu du XX^e siècle en France d'une petite paysannerie surnuméraire. Même à l'heure actuelle, après l'exode rural massif des 20 dernières années, on évalue à 800.000 personnes environ au lieu de 1.700,000 actuellement employées le nombre de personnes requises pour maintenir la production au niveau actuel. Le capitalisme dispose donc de degrés de liberté importants qu'il utilise au mieux de ses intérêts. Le désavantage du maintien d'un trop grand nombre de paysans c'est qu'ils ne consomment pas, en raison de leurs faibles revenus, et qu'ils ne peuvent jouer un rôle idéologique organique au service de la bourgeoisie.

Il n'est donc pas étonnant que le capitalisme tende plutôt à engendrer des emplois parasites dans le secteur tertiaire où il peut leur donner une fonction idéologique moderniste. Ce faisant, il gagne sur les deux tableaux il limite la croissance du nombre de prolétaires (qui impliquerait soit l'augmentation de la production, soit la réduction du temps de travail), et fait croître la demande solvable, et ceci d'autant plus que ces cadres sont en général bien payés. Ce faisant, il crée une couche tampon, politiquement

associée par ses privilèges - prestige du travail intellectuel et salaires-. On a donc pu employer à leur égard le terme de chômeurs bien payés.

Bien sûr l'analyse est schématique. Mais il suffit de regarder quelques professions extrêmes pour se rendre compte que ce schéma recouvre une réalité : La publicité par exemple est un phénomène important : 1% du PNB en France, plus de 2% aux USA (par comparaison le budget militaire français représente 4% du PNB). Ce secteur n'est pas productif, même au sens marginaliste ; au niveau de la branche : la publicité de Schell, Esso, Elf, ne fait rien consommer de plus. Si ces entreprises n'en faisaient pas (par un accord) elles vendraient autant d'essence. Mais que feraient-elles de leur surplus ? De même pour les firmes pharmaceutiques qui inondent chaque matin chaque médecin de 2 à 3 kg de publicité, revues luxueuses, qu'il ne décachète même pas. La publicité ne gêne pas même le rôle d'orientation vers la nouveauté : elle est surtout développée dans les secteurs, alimentation, vêtement, automobile, qui sont au bord de la surproduction absolue. Elle a donc pour seule fonction économique de maintenir ce que les keynesiens appellent la propension à consommer, c'est-à-dire la possibilité du système à fonctionner identique à lui même, à produire pour produire.

Il y a de même une inflation de la bureaucratie : dans l'agriculture même, secteur en régression, les fédérations de producteurs groupent une administration pléthorique, qui sous couvert d'enquêtes, statistiques etc.., jouent surtout un rôle politique. La bureaucratisation réglementaire peut servir à créer des emplois parasites privés : ainsi l'obligation artificielle de suivre des leçons d'auto-école.

Il existe enfin une inflation du secteur de gestion et de distribution proprement dit. On maintient dans certains secteurs (habillement par exemple) de nombreuses boutiques, ou de nombreux intermédiaires. Multiplication des postes de distribution (essence), inflation des postes de gestion et de représentation. Comparez à cet égard les 3 secrétaires de la chaîne Leclerc aux centaines des chaînes Prisunic, Printemps, etc..

Il apparaît donc que le capitalisme a des choix potentiels, qui ne sont d'ailleurs jamais explicités, jamais conscients. Le "choix" s'opère en vertu, non pas d'un objectif économique comme il le prétend, mais en fonction des intérêts politiques et idéologiques de la bourgeoisie. Ainsi il pourrait a priori, surtout avec l'automation et le progrès technique, soit réduire le temps de travail - ce qui a l'inconvénient d'élever le nombre de prolétaires - soit créer de nouveaux emplois de "chômeurs payés". Il a aussi des degrés de liberté dans la ventilation des salaires (qui présente d'assez grosses variations d'un pays à l'autre). Ceci témoigne du fait que les apologistes mentent quand il nous présentent constamment la croissance capitaliste comme l'unique (et la meilleure) voie de développement, quand ils présentent le contenu de cette croissance comme déterminé par des lois économiques, nécessaires. Plus largement ceux qui refusent de passer à la critique du contenu de cette croissance cautionnent la substance même du système : l'économisme est ici comme en Chine une forme du réformisme. Il a des racines profondes jusque dans l'œuvre de Marx : nous savons aujourd'hui comment les investissements militaires, déterminés par des choix politiques et idéologiques, orientent la recherche scientifique et par là le contenu de l'innovation technique, donc le contenu du développement des forces productives. Le socialisme ne peut pas être aujourd'hui défini seulement comme l'instrument d'un développement supérieur des forces productives..

LE SYSTEME IDEOLOGIQUE.

En résumé, le rôle économique des couches moyennes présente des aspects très différents, qui ne sont pas exempts d'une certaine ambiguïté.

En effet, on trouve dans leurs activités des aspects techniques évidents : qui pourrait construire un barrage en ciment sans calculer son épaisseur ? Toutefois la part de technique est variable dans l'activité suivant les catégories socio-professionnelles.

Certaines d'entre elles ont un rôle dans la production ; mais beaucoup d'autres ont un rôle dans le maintien de la demande, et dans l'organisation de la production dans le cadre de finalités imposées (planification, urbanisme, études de marchés).

Dans tous les cas on a vu que les couches moyennes ont en commun un rôle important dans la résolution du problème de la surproduction (gonflement des salaires, inflation numérique, buts explicites de l'activité).

Elles jouent également un rôle important dans le maintien des rapports de production : bien que ce rôle soit très différencié suivant les catégories elles maintiennent la hiérarchie sociale en contribuant à exclure des pouvoirs de décisions, ceux qui ne sont pas détenteurs de qualification.

Peut-on, pour autant, parler d'une unité idéologique des couches moyennes ? Pour cela, il est nécessaire d'examiner si elles se situent de façon univoque par rapport à l'idéologie dominante.

L'IDEOLOGIE DOMINANTE.

C'est une idéologie qui justifie la place qu'occupe chacun dans la production et la consommation. Elle a une prétention universelle et totale : elle peut tout expliquer.

Actuellement, une de ses composantes essentielles est la notion de progrès. Elle affirme :

- au niveau social : le caractère univoque du développement des forces productives dont l'expression est un accroissement quantitatif de biens. Ce développement est assuré de façon optimale par la répartition actuelle des tâches, tâches qui correspondent à des qualifications différentes et n'impliquent aucun privilège dans le reste de la vie (égalité devant la loi par exemple) : c'est la "démocratie du travail". La justice sociale, c'est l'égalité de tous devant l'instruction. Sa réalisation est inscrite dans le développement même du système.

- au niveau individuel : c'est l'idée d'un épanouissement dans la consommation et dans les loisirs.

Cet épanouissement est universel : tous sont égaux devant la consommation (tout le monde peut acheter une télévision par exemple).

Bien sûr, cette égalité n'est pas parfaitement réalisée maintenant, mais c'est justement en cela que consistera le progrès : Une fois de plus il suffit d'attendre, car le système actuel est celui qui seul en permettra la réalisation.

C'est une idéologie "unidimensionnelle" ; tout est réduit à la production de biens (matériels) d'échange, et à la consommation de ces biens.

Sur cet axe production-consommation, le progrès c'est l'idée d'une transformation homothétique qui ne bouleverse pas la structure de la société. De plus, conséquence de "multiplidimensionalité", toute contestation est rétrograde, car le seul progrès est celui que peut assurer le développement de ce système.

Elle rend inutile toute analyse spécifique des situations, peu importe qu'il n'y ait pas assez de fils d'ouvriers à l'Université, car cela se réalisera bientôt.

En fait, elle fonctionne "circulairement" : Le fait crée le droit, qui est lui-même justifié par le fait.

La majorité des étudiants échouent aux examens, donc il faut faire une sélection. La sélection faite, il n'y a plus (autant) d'échecs, ce qui prouve qu'il fallait faire une sélection. Bien sûr ce discours n'est jamais aussi complètement réduit à son squelette. Mais qui peut prétendre savoir comparer les coûts des échecs et celui de la sélection ? La justification du critère des coûts renverrait d'ailleurs à un raisonnement circulaire.

En résumé, il y a un double mensonge : une telle idéologie n'est une explication, et son discours ne s'applique pas à l'ensemble des problèmes.

Systèmes de valeurs.

L'idéologie dominante opère sur toutes les couches socio-professionnelles mais elle s'exprime différemment dans chacune. Chaque groupe utilise des aspects particuliers dans l'activité professionnelle telle que la représente l'idéologie dominante (ainsi la compétence, le pouvoir, ou la propriété). De même, chaque groupe valorise des formes particulières de la consommation (volume, styles). Ainsi, les laborantines, les techniciens non qualifiés, exécutent une tâche étroitement spécialisée totalement séparée du travail "créateur" du patron-chercheur; ils perçoivent un salaire du même ordre que ceux des ouvriers. Comment le prolétariat en blouse blanche supporte-t-il le pouvoir du patron, et le spectacle des avantages considérables que celui-ci retire de la manipulation de l'image de la compétence scientifique dans la société (hauts revenus, voyages, rétributions multiples de ses fonctions d'expert.) ? C'est qu'il a intériorisé la valorisation, affirmée par l'idéologie dominante de la compétence scientifique exprimée par les diplômes.

Lui-même alors, a besoin d'un système de compensation, et c'est la distinction qu'il fait entre lui et le prolétariat industriel qui joue ce rôle ; incapable de la vivre réellement, il la signifie de manière imaginaire par son style de consommation et l'affirmation de la supériorité du travail non manuel.

L'ingénieur n'a pratiquement pas de pouvoir de décision sur les investissements et les projets de l'entreprise. Mais c'est lui qui décide de l'organisation du processus de fabrication qu'accomplissent les techniciens supérieurs et les ouvriers. Lui aussi valorise la compétence technique et par là justifie son propre pouvoir, mais il peut être amené par là même à réclamer une participation au pouvoir du technocrate. Il cherche déjà à s'en rapprocher par son style de consommation (maisons de campagne, belles voitures etc...).

Pour lui, le progrès c'est sa future participation à la direction de l'entreprise : ce qui, d'après l'idéologie dominante, n'exige que la patience.

A cette perspective réformiste, il n'associe pas ses subordonnés, mais cherchera à accroître la distance qui le sépare d'eux. Reste à savoir si devant les refus qu'il essuiera, il intériorisera son échec ou ne sera pas amené à critiquer certains aspects au moins du système ?

Ainsi chaque groupe est semblable à tous les autres en tant qu'il participe de la même idéologie dominante, et se différencie au contraire par son système de valeur.

Il est imprimé en lui par l'éducation (comprise au sens large : famille, école, rue, curés, médecins) qui joue ainsi un double rôle : réalisation, par l'échec du découpage de la société suivant la compétence et justification de cette différenciation.

DYSFONCTIONNEMENTS, MECANISMES DE FUITE, REINTEGRATION

Ce système a nécessairement des failles, des ruptures, il porte en lui ses propres contradictions. Ainsi, il apparaît toujours des décalages entre les systèmes de valeur et la réalité. Un exemple en est fourni par l'inadaptation de l'enseignement à l'évolution de la division technique et de la division sociale du travail que l'on observe en France. Ou encore l'idéologie dominante de la compétence se révèle ne pas décrire la distribution réelle des pouvoirs.

Ainsi, cette société qui donne en modèle son fonctionnement et qui propose ses propres valeurs comme normes universelles de développement, doit rejeter les situations aberrantes qu'elle secrète : la délinquance, les bidonvilles et les travailleurs étrangers, les noirs aux U.S.A., les maladies mentales sont, dans les sociétés les plus intégrées, la contrepartie nécessaire de la réduction de l'homme "normal" à l'homme uni-dimensionnel .

Cependant, il existe des formes de rupture plus subtiles, même pour ceux que le système ne rejette pas en dehors de lui . Le temps n'apporte pas toujours l'amélioration de l'acquis : l'augmentation du loisir secrète plus d'ennui que de bonheur. Le chômage actuel, dû à une politique d'accumulation de devises en prévision d'investissements massifs lors de l'entrée de l'économie dans le marché commun, s'attaque même aux cadres; "l'Observateur" décrit la triste histoire du cadre-chômeur qui reste à la maison pour faire les courses, la vaisselle et donner la biberon.

Réponses spontanées aux dysfonctionnements.

Mais le système produit en lui des mécanismes de réduction des ruptures locales qui sont ainsi plus ou moins immédiatement récupérées.

Ces mécanismes de fuite, qui déplacent le conflit objectif sous-jacent aux ruptures locales vers des objets de fuite différents, font partie des mécanismes de fonctionnement même du système. Les ruptures locales sont déplacées, le conflit objectif subsiste. Le système se reproduit.

Il existe au moins quatre catégories de réponses possibles aux dysfonctionnements : les volontés réformistes, la fuite sans fin sur l'axe uni-dimensionnel production-consommation, la fuite dans l'imaginaire, la contestation globale.

a) Leur fonction idéologique fait que les élites exécutantes fuient le plus souvent dans le réformisme qui entretient l'illusion de pouvoir réaliser la rationalité parfaite du système techniciste.

Ainsi on suppose que la suppression des monopoles et quelques nationalisations suffiraient à réaliser le meilleur emploi des ressources au bénéfice des travailleurs, qu'on suppose être le peuple tout entier.

Ces illusions sont reprises par les syndicats ou le P.C.F. Ces revendications sont doublement mystificatrices lorsqu'elles sont présentées comme radicales, car elles donnent l'impression qu'on peut dépasser le capitalisme en gardant la rationalité technicienne.

b) Dans les couches moyennes on observe toutes les variations de fuite sur l'axe production-consommation (cf. l'exemple du technicien). On déclare que la démocratie est atteinte grâce à la mobilité sociale et à l'égalité de tous devant la consommation (consommation de masse). En réalité, la recherche d'une distinction sociale fait partie des mécanismes de fuite, et la démocratie n'est que la possibilité de choisir la manière de signifier sa distinction (achat de signes).

Certains, dont la position sociale n'offre pas de perspective de promotion directe, peuvent tenter de fuir dans une direction conforme à l'idéologie de la qualification, en suivant des cours du soir (P.M.S. par ex.) qui préparent en dix ou quinze ans à un diplôme d'ingénieur avec des chances négligeables de réussite. L'échec qu'ils subiront n'en sera que plus amèrement ressenti.

Les ouvriers qui sont contraints de renoncer à améliorer réellement leurs conditions de travail cherchent une évasion dans la satisfaction de besoins produits par la société (T.V., voitures) alors que des besoins plus fondamentaux sont à peine satisfaits. Dans ce cas la répression est la plus forte : l'ouvrier n'est pas seulement unidimensionnel, mais unidirectionnel.

c) A l'école se crée le réflexe d'associer compétence et supériorité. Lorsque la situation de travail empêche l'individu de valoriser sa compétence, il cherchera à affirmer sa supériorité dans d'autres domaines, laissant la situation de conflit réel inchangée (recherche du leadership dans différents types de relations sociales, ne serait-ce qu'au niveau de l'érudition cinématographique).

d) Enfin lorsque ces possibilités d'évasion ne semblent même pas accessibles à l'individu, il ne lui reste plus que deux possibilités :

- l'intériorisation personnelle de l'échec,
- la contestation radicale du système.

Dans le premier cas qui va du rêve jusqu'à la névrose, il pourra éventuellement être réintégré dans le système avec l'aide des psychiatres et psychanalystes dont le rôle se limite à réduire certains effets aberrants du système, et ne va pas jusqu'à en dénoncer les causes sociales.

Agents de la répression et de l'intégration.

La mise en place et l'entretien de ces mécanismes spontanés de réduction des conflits constituent un aspect important d'un grand nombre d'activités professionnelles.

- La critique de la fonction idéologique des instituteurs et professeurs est une vieille critique toujours refoulée, en particulier par le milieu lui-même. Les échecs qu'ont rencontrés les pédagogues novateurs tiennent essentiellement au fait qu'ils ont toujours sous-estimé la dimension politique du rapport pédagogique et de l'idéologie implicite du contenu de l'enseignement : faute de mener simultanément une critique politique ils échouent devant les résistances de leurs collègues et de leurs élèves.

- Quelques médecins ont commencé la critique de leur relation au malade. En fait, le corps médical profite de cette relation pour obtenir un revenu exceptionnel (1 million d'A.F. par mois en moyenne) et il sera pratiquement impossible d'enfoncer ce bastion du conservatisme de l'intérieur : son changement ne se fera que lorsque son prestige aux yeux des masses aura été détruit par des dénonciations vigoureuses.

- Le mouvement du 22 mars a mis en évidence le rôle des psycho-sociologues dans la pratique des entreprises et des sociologues dans l'idéologie théorisée.

- Le publiciste joue un rôle évident : son travail vise à faire apparaître des besoins nouveaux, c'est-à-dire à consolider des valeurs qui soient les plus favorables au système de production-consommation. Il est l'instrument de la réduction des aspirations à celle de l'augmentation de la consommation. Il utilise à cette fin toutes les variétés de mensonges.

- Un des cas les plus purs et les plus complexes est celui des scientifiques. La science étant la source du progrès technique est toujours considérée comme facteur primordial de croissance. En même temps elle participe, par la recherche militaire et spatiale à la consommation de surplus. C'est en elle que s'exprime au plus haut point l'idéologie du savoir et de la compétence, c'est elle qui passe pour l'expression la plus noble des valeurs technicistes et de leur dimension humaniste : la création.

Les patrons scientifiques acceptent de jouer devant le public le rôle de figurants de la science et d'utiliser leur prestige de "créateur" pour présenter la science et ses valeurs comme la source du progrès pour toute la société et la poser comme suprême épanouissement de l'individu ; la déontologie du savoir devient l'éthique sociale (Monod).

Nous savons que le masque de la compétence cache seulement bien souvent une plus grande ambition, chance et meilleure conformité au modèle social. Pour les jeunes scientifiques il ne s'agit plus de revendiquer simplement un "véritable rapport méritocratique" mais de refuser le rapport hiérarchique traditionnel et la signification sociale de leur travail.

En fait les pontes de la Recherche échangent un pouvoir illusoire et les pourboires que leur distribuent les managers et l'appareil militaire (salaire, voyages touristiques déguisés en congrès) contre l'abandon de l'orientation de la recherche au profit des exigences des technocrates (rôle de la "big science" dans la résorption du surplus et développement des nouvelles techniques de répression comme dans le cas des sociologues).

En définitive, en permettant ainsi le développement du secteur tertiaire et la valorisation financière et idéologique du travail des cadres (plutôt que de réduire par exemple la durée du travail). le système capitaliste réussit à résoudre ses problèmes économiques mais aussi ses problèmes politiques en donnant aux cadres une fonction tampon, conservatrice, répressive, assurant la cohésion idéologique du système.

UN EXEMPLE : LES ETUDIANTS.

L'Université a un caractère particulier en ce sens qu'elle condense de façon latente plusieurs causes de dysfonctionnement.

- En même temps qu'elle transmet un savoir technique, elle a un rôle spécifique dans la transmission des systèmes de valeur. Une première source de contradiction surgit lorsque le système de valeur n'est pas adéquat à la tâche ; au niveau des étudiants qui l'appréhendent, la possibilité de cette contradiction est déjà une source d'angoisse. Cela est très visible dans le cas des sociologues ou psychosociologues (éduqués dans les valeurs de "pureté" de la recherche, et de neutralité de la science, et qui risquent d'être employés au service des entreprises du régime capitaliste).

Pour réduire cette contradiction, la solution parfaite dans le cadre du système actuel, serait la bureaucratisation complète (séparation totale des tâches) accompagnée d'une division correspondante des enseignements (spécialisation complète). Mais cette solution rencontre des limites, et en fait, la menace de contradiction est permanente. En effet, la division des tâches est en perpétuelle évolution. Il y aura toujours des tâches auxquelles ne correspondront pas de systèmes de valeur imprimés à l'Université. Actuellement, le décalage est aggravé par l'absence d'orientation dans les études, par un système de sélection par l'échec, qui impose à chacun indistinctement le système de valeur correspondant essentiellement aux tâches traditionnelles auxquelles destine l'enseignement supérieur (recherche, enseignement).

Dès lors, les étudiants saisissent la nécessité de ce décalage pour la majorité d'entre eux comme une aberration nécessaire du système. Ainsi ils échapperont plus facilement à l'intériorisation individuelle du sentiment d'échec et pourront remettre collectivement en cause le système.

- De plus, actuellement, le conservatisme de la structure universitaire conduit à la juxtaposition des valeurs du libéralisme (idéologie dominante ancienne) et du technicisme. Il en résulte que le système de valeurs régnant à l'Université est en lui-même contradictoire, car il est hétérogène. Au lieu de jouer son rôle de justificateur universel, il peut mettre en évidence le caractère arbitraire de toutes les valeurs dominantes, et peut donc conduire spontanément à une contestation qui, si elle comporte des aspects nihilistes, peut également déboucher sur une critique révolutionnaire du système, grâce aux éléments d'analyse quelle contient.

Il y a donc chez les étudiants et certains étudiants particulièrement des causes spécifiques qui ont porté leur révolte à ce point d'intensité. Et il serait vain de croire qu'elle va s'étendre, sous le simple effet de formules ravageuses aux murs des villes, à l'ensemble de la population. Mais il est possible de postuler que ce qui nous a mis en branle, les contradictions et les insatisfactions qui nous meuvent, notre haine du mensonge, la colère devant ce monde rigide, existent aussi, sous d'autres formes, un peu partout autour de nous et que, dans des mesures diverses, selon leurs situations de classe, des gens pourront s'y lever pour changer la société.

ET MAINTENANT QUELLES SONT NOS TACHES ?

Nous devons lutter sur deux fronts. Contre l'intellectualisme de ceux qui voudraient agir comme si un mouvement révolutionnaire peut vivre dans la seule Université. Contre l'évacuation vers les seuls problèmes ouvriers, qui abandonne les intellectuels et les couches moyennes à leur triste-sort.

Nous disons d'abord que le prolétariat a plus de raisons que les autres classes de se révolter. Si notre analyse est correcte, il supporte le poids par l'intensité et la longueur de son travail, de l'inflation des couches moyennes qui vivent en partie sur son dos. Il est par ailleurs victime des mêmes réductions, des mêmes mensonges. Il cumule exploitation et aliénation. Mais il n'est pas à même, à lui seul, de démonter les justifications idéologiques faites au nom de la rationalité technique du système. Pour nourrir dans le prolétariat une idéologie révolutionnaire, il faut réveiller et battre en brèche le fonctionnement de l'idéologie dominante dont il est aussi victime. Pour cela il lui est nécessaire de trouver dans les couches moyennes des alliés qui entreprenant haut et clair la démystification idéologique, qui déchirent le tissu du mensonge, qui modifient donc la vision respectueuse que les prolétaires peuvent avoir de certaines couches, qui réinstallent la critique dans la vie.

Ceci est la tâche de critique externe ; ce qui signifie qu'elle ne peut s'accomplir dans l'isolement, qu'il est nécessaire de vérifier là compréhension de nos idées dans les masses, de les corriger et de les enrichir. Il nous paraît donc nécessaire de passer par des expériences qui permettent d'établir un rapport immédiat avec les conditions de vie et les problèmes des masses de la classe ouvrière. Il faut que de telles expériences trouvent un soutien réel, en même temps qu'un aliment théorique, dans la critique externe que nous nous donnons comme tâche.

Mais il est possible, même si ils sont aujourd'hui par certains aspects les profiteurs d'une situation, que des éléments des couches moyennes finissent par épouser un projet révolutionnaire qui leur assurerait en fin de compte une vie plus satisfaisante. Nous avons donné quelques indices des problèmes internes qui, dans la pratique même de ces couches, peuvent être reliées organiquement à des contradictions générales ; le mensonge y prend des formes particulières.

Pourquoi se priver de la possibilité d'utiliser aussi des contradictions spécifiques à une couche, reliables à des contradictions plus générales, pour l'ébranler, éventuellement la diviser et en gagner une partie à un combat révolutionnaire. Tel peut être le cas du milieu étudiant.

Le mouvement de critique de la société bourgeoise commencé dans l'Université doit s'amplifier s'enrichir et s'approfondir. Il doit se prolonger dans les diverses couches sociales (enseignants, scientifiques, médecins, économistes, ingénieurs et techniciens) sur des bases solides : Pas d'objectifs réformistes, une critique démystificatrice destinée à faire surgir des motivations révolutionnaires et à modifier la perception que les couches ont les unes des autres.

Quant à l'expression théorique, elle sera le résultat d'une volonté politique : les sciences humaines devront bien devenir la science des formations sociales. Pour l'instant toutefois, elles s'orientent selon des choix où l'idéologie du système est présent dans une grande mesure, au niveau de la limitation des champs et de la méthodologie par exemple (cf. les modes, formalisation, structuralisme...)

Ce sera encore l'objectif d'une critique à la fois externe et interne que d'exercer une pression permanente contre le microscopisme, contre l'économisme. Mais chaque résultat obtenu, chaque conquête de la pensée socialiste doit être popularisée, discutée, et critiquée.

POUR ACCOMPLIR CES TACHES
FORMONS DES GROUPES D'ETUDE, DE CRITIQUE ET DE LUTTE,